



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Training and Specialized Services Division/Division de la
formation et des services spécialisés
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Oracle Unlimited Learning Subscript	
Solicitation No. - N° de l'invitation B8986-170030/A	Date 2016-09-22
Client Reference No. - N° de référence du client B8986-170030	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZH-127-30481	
File No. - N° de dossier 127zh.B8986-170030	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-11-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Génier, Nicole	Buyer Id - Id de l'acheteur 127zh
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2267 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Citizenship and Immigration Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation - Sollicitation No.
B8986-170030/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
B8986-170030

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
127zhB8986-170030

Id de l'acheteur - Buyer ID
127zh
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1 INTRODUCTION	2
2. SOMMAIRE	2
3. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	2
4. BESOIN	2
5. COMPTE RENDU	2
6. ACCORDS COMMERCIAUX	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	3
2.4 LOIS APPLICABLES	4
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	5
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	5
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	8
4.2 ÉVALUATION TECHNIQUE.....	8
4.3 ÉVALUATION FINANCIÈRE.....	8
4.4 MÉTHODE DE SÉLECTION	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	10
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	10
6.2 BESOIN	10
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	10
6.4 DURÉE DU CONTRAT	10
6.5 RESPONSABLES.....	10
6.6 PAIEMENT	11
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	12
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
6.9 LOIS APPLICABLES	12
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	13
6.11 ASSURANCE	13
ANNEXE A	14
BESOIN	14
ANNEXE B	16
CONDITIONS D'UTILISATION DES PRODUITS D'INFORMATION EN LIGNE DU CANADA	16

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

2. Sommaire

Immigration et citoyenneté Canada (ICC) doit faire l'achat de 10 abonnements de formation en illimité d'Oracle pour une période de 1 an (12 mois).

3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

4. Besoin

L'exigence est détaillée en vertu de l'article A des clauses du contrat subséquent

5. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

6. Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) et de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2016-04-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

B4024T (2006-08-15) - Aucun produit de remplacement

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Les offres seront soumises à:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le

Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations et renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Cette sollicitation utilise la technologie Format de document portable (PDF). Pour accéder aux formulaires PDF, les soumissionnaires doivent avoir un lecteur PDF installé. Si les soumissionnaires n'ont pas déjà un tel lecteur, il existe de nombreux lecteurs PDF disponibles sur l'Internet. Il est recommandé d'utiliser la plus récente version du lecteur PDF afin de bénéficier de toutes les fonctionnalités des formulaires interactifs.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations et Renseignements supplémentaires

Les soumissionnaires devraient inclure les attestations exigées à la Partie 5 et, s'il y a lieu, toute documentation connexe et renseignements supplémentaires.

- a) Les soumissionnaires doivent compléter les attestations et fournir les renseignements supplémentaires en utilisant le formulaire PDF à remplir à la pièce jointe 1 de la partie 3 – Attestations et renseignements supplémentaires.
- b) Les soumissionnaires devraient remplir le formulaire interactif en entier avant de l'imprimer. Les soumissionnaires doivent noter que le fait de simplement imprimer le formulaire avant de le remplir à l'écran pourrait entraîner l'omission de certains champs qui apparaissent au moment de remplir le formulaire électroniquement, ce qui entraînera des attestations incomplètes.
- c) Le formulaire devrait être signé.

N° de l'invitation - Solicitation No.

B8986-170030/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

B8986-170030

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

127zhB8986-170030

Id de l'acheteur - Buyer ID

127zh

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3
ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

(Voir le formulaire PDF à remplir - Pièce-jointe 1 de la partie 3 – Attestations et renseignements supplémentaires.pdf.)

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.2 Évaluation technique

4.2.1 Critères techniques obligatoires

- OT1 :** Le soumissionnaire doit démontrer qu'il est la société Oracle ou un revendeur agréé de produits de formation en illimité d'Oracle.
- OT2 :** Le soumissionnaire doit démontrer qu'il peut fournir des abonnements à de la formation en illimité d'Oracle pendant une période d'un an.

4.3 Évaluation financière

- 4.3.1 Aux fins de l'évaluation des soumissions et de la sélection de l'entrepreneur, le prix évalué d'une soumission sera déterminé conformément au article 6.6.1 Base de paiement - prix unitaire ferme.

4.4 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

N° de l'invitation - Solicitation No.

B8986-170030/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

B8986-170030

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

127zhB8986-170030

Id de l'acheteur - Buyer ID

127zh

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

Les soumissionnaires doivent compléter leurs attestations exigées à la Partie 5 en utilisant le formulaire à la pièce jointe 1 de la partie 3.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit fournir 10 abonnements de formation en illimité d'Oracle en conformité avec l'exigence à l'Annexe A et au Conditions d'utilisation des Produits d'information en Ligne du Canada à l'Annexe B.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2010A](#) (2016-04-04), biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Paragraphe 09, 19, et 23 2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne), est modifié comme suit:

Effacer 2010A (09) Garantie

Effacer 2010A (19) Droit de propriété

Effacer paragraphe 5 of 2010A (23) Manquement de la part de l'entrepreneur

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 1 ans plus tard, inclusivement.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Nicole Génier

Titre : Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Division de la formation et des services spécialisés - ZH

Adresse : Portage III 10C1

11 Rue Laurier, Gatineau, Québec

Téléphone : 819-420-2267

Courriel : nicole.genier@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 **Chargé de projet** (À indiquer au moment de l'attribution de l'offre)

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ ____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 **Représentant de l'entrepreneur** (À indiquer au moment de l'attribution de l'offre)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ ____

Courriel : _____

6.6 **Paielement**

6.6.1 **Base de paiement - prix unitaire ferme**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé le prix unitaire ferme figurant ci-dessous. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Abonnement de formation en illimité d'Oracle	Nombre total d'abonnements	Prix unitaire ferme par abonnement	Total
	10	\$ _____	\$ _____

6.6.2 Paiement anticipé

Le Canada paiera à l'avance l'entrepreneur pour les travaux si :

- une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.

6.7 Instructions relatives à la facturation

- L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
- Les factures doivent être distribuées comme suit :

- L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Citizenship and Immigration Canada
GCMS – ATTN: Lise Couture
300 Slater Street, Office JETN C1863
Ottawa, Ontario
K1A 1L1

- Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat à l'adresse courriel suivante : tpsgc.facturationzh-zhinvoicing.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca. Le numéro du contrat et le nom de l'autorité contractante doivent être identifiés dans le sujet du courriel.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (À indiquer au moment de l'attribution de l'offre), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2016-04-04), biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Besoin;
- d) Annexe B CONDITIONS D'UTILISATION DES PRODUITS D'INFORMATION EN LIGNE DU CANADA,;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*À indiquer au moment de l'attribution de l'offre*).

6.11 Assurance

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

ANNEXE A

BESOIN

1.0 TITRE

Abonnements de formation en illimité d'Oracle.

2.0 CONTEXTE

CIC utilise actuellement les produits Oracle Siebel, Siebel Open UI, Oracle Database, Weblogic, GoldenGate, Oracle Policy Automation, Oracle API Gateway et Oracle OBIEE et les produits BI pour le SMGC. Les développeurs d'applications et les spécialistes techniques du soutien de l'environnement doivent connaître ces produits.

Les développeurs d'applications de CIC configurent et gèrent les produits Oracle et les spécialistes techniques du soutien de l'environnement installent et prennent en charge le Système mondial de gestion des cas (SMGC) dans les environnements de production et hors production. L'accès à Oracle Unlimited Learning Subscription permettra aux développeurs et aux spécialistes de recevoir de la formation sur de nombreux produits Oracle, ce qui leur permettra d'améliorer leurs compétences, d'acquérir de nouvelles compétences grâce à une formation plus poussée et d'accroître leurs connaissances.

3.0 EXIGENCE

L'exigence consiste à acquérir des abonnements de formation en illimité d'Oracle pour un an, notamment :

- Cours Oracle Training On Demand;
- Oracle Learning Streams;
- Environnements dédiés pour réaliser des exercices pratiques;
- Communications en direct avec les meilleurs instructeurs d'Oracle.

10 abonnements de formation en illimité d'Oracle sont requis pour dix utilisateurs. Ceux-ci seront valides pendant un an.

4.0 PRODUITS LIVRABLES

L'entrepreneur doit :

- Fournir la formation en ligne;
- Assurer l'accessibilité en tout temps, sauf pendant les périodes de maintenance;
- Assurer un accès illimité à tous les cours Training On Demand offerts donnés par les meilleurs instructeurs d'Oracle afin que les participants aient accès à une formation approfondie sur les produits Oracle;
- Fournir un accès illimité à tous les flux Oracle Learning Streams afin que les participants aient accès au contenu vidéo produit par les experts en la matière d'Oracles sur les sujets d'actualité;
- Fournir un environnement de laboratoire dédié aux cours Training On Demand afin que les participants puissent mettre en application ce qu'ils ont appris;

-
- Assurer des communications en direct avec les instructeurs d'Oracle et des forums destinés aux étudiants accessibles partout dans le monde afin que les participants obtiennent rapidement des réponses à leurs questions;
 - Assurer la continuité au-delà de la formation en classe;
 - Offrir un accès numérique continu et ininterrompu à CIC pour l'apprentissage en tout temps, en tout lieu et pour tous les niveaux de compétence.

5.0 CONTRAINTES

5.1 LANGUE

La formation et les documents sont offerts en anglais.

5.2 DÉPLACEMENT

Il n'y a pas de déplacement à effectuer dans le cadre de la présente exigence.

6 SOUTIEN AU CLIENT

Au cours de la période d'abonnement, l'autorité de projet ou son remplaçant désigné sera le point de contact.

ANNEXE B

CONDITIONS D'UTILISATION DES PRODUITS D'INFORMATION EN LIGNE DU CANADA

1. DÉFINITIONS

Utilisateurs autorisés : Employés (sur une base permanente, temporaire ou contractuelle) du titulaire de licence qui sont autorisés à accéder au réseau sécurisé à partir des installations du titulaire de licence ou autres endroits où les utilisateurs autorisés réalisent des travaux pour le titulaire de licence (notamment le bureau ou le domicile des utilisateurs autorisés) et qui ont reçu un mot de passe ou une autre authentification du titulaire de licence.

Utilisation commerciale : Utilisation aux fins de récompense monétaire (par ou pour le titulaire de licence ou un utilisateur autorisé) par la vente, la revente, le prêt, le transfert, la location ou toute autre forme d'exploitation du matériel sous licence. Afin d'éviter toute confusion l'utilisation par le titulaire de licence ou un utilisateur autorisé du matériel sous licence dans le cadre de travaux de recherche, de développement de produits et d'activités dans le cours normal des affaires n'est pas considéré comme une utilisation commerciale.

Titulaire de licence : Utilisateurs identifiés représentant le Canada, tel que défini dans la partie 5A – Article 5 de l'OCPN.

Entrepreneur : L'entrepreneur (également appelé « éditeur ») à qui le contrat est octroyé.

Produit(s) d'information en ligne autrement appelé « contenu sous licence(s) » : Aux fins des présentes modalités, *produit(s) d'information en ligne* désigne le matériel sous licence qui représente la version électronique du contenu publié par l'entrepreneur.

Réseau sécurisé : Un réseau (autonome ou virtuel sur Internet) auquel seuls les utilisateurs autorisés ont accès.

Serveur : Le serveur, celui de l'entrepreneur ou celui d'un tiers désigné par l'entrepreneur, sur lequel le matériel sous licence est affiché et auquel on peut accéder.

Frais d'abonnement : les droits de licence pour chaque année de la durée du contrat.

Période d'abonnement, également appelée « période du contrat » : Période pendant laquelle le produit d'information en ligne est offert à l'utilisateur autorisé, comme indiqué dans la commande subséquente.

2. LICENCE

- a) Le titulaire de licence reconnaît et accepte que le(s) produit(s) d'information en ligne acheté(s) sous licence dans le cadre du présent contrat est non exclusif et non transférable, dans le monde entier, et que les utilisateurs autorisés obtiennent l'accès au(x) produit(s) d'information en ligne par l'entremise d'un réseau sécurisé.
- b) La présente licence entrera en vigueur au début de la période d'abonnement, pour chaque produit d'information en ligne et viendra à échéance à la fin de la période d'abonnement, à moins que les parties aient préalablement accepté de la renouveler.

- c) L'entrepreneur garantit qu'il a le droit d'accorder au titulaire de licence tous les droits accordés par la présente licence. L'entrepreneur garantit également que tous les consentements nécessaires à cet octroi ont été obtenus.
- d) L'entrepreneur convient que les modalités du contrat, qui comprennent la présente licence en Annexe X, remplacent toutes les modalités convenues précédemment pour ce besoin particulier. Toutes les conditions comprises dans le(s) produit(s) d'information en ligne, ou qui y sont jointes, le cas échéant, ne font pas partie du contrat, et par conséquent de la licence, et n'affectent aucunement les droits des parties. L'entrepreneur convient qu'en aucun cas le titulaire de la licence ni aucun utilisateur autorisé n'est tenu de conclure une autre entente de licence à l'égard du produit d'information en ligne ou d'une partie de celui-ci. L'entrepreneur reconnaît que toute autre entente de licence à l'égard du produit d'information en ligne signée par une personne autre que l'autorité contractante sera sans effet.
- e) Le titulaire de licence n'est pas lié par des conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable, ni dans toute autre licence du matériel, explicite ou implicite, et reproduite dans ou sur l'emballage ou le support d'information, ou dans toute autre modalité accompagnant le produit d'information en ligne, sans égard à tout avis contraire. Pour plus de précisions, le titulaire de licence reconnaît que l'utilisateur autorisé pourrait devoir accepter les conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable pour accéder au produit d'information en ligne.
- f) Le titulaire de licence reconnaît que les produits d'information sont la propriété de l'entrepreneur ou de son ayant-droit et que cette propriété n'est pas transférée au titulaire de licence. Par conséquent, toute référence à une partie des produits d'information dans le contrat comme des livrables doit être interprétée comme une référence à la licence d'utilisation des produits d'information et non à leur propriété.

3. DROITS D'UTILISATION

- a) Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés auront accès au produit d'information en ligne à partir du serveur par l'entremise du réseau sécurisé, auront accès en ligne au produit d'information et pourront télécharger, afficher, visualiser, extraire, consulter, recueillir, enregistrer ou imprimer le texte, les résultats de recherche ou autres renseignements, faire des copies de sauvegarde, comme raisonnablement nécessaire, uniquement pour un usage privé ou des recherches du titulaire de la licence et des utilisateurs autorisés.
- b) Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés peuvent fournir des copies électroniques d'articles, de chapitres ou autres éléments individuels du contenu, y compris les mentions de droits d'auteur à des tiers individuels sur demande à des fins d'information médicale.
- c) Les droits accordés au titulaire de la licence en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur* du Canada ne peuvent en aucun cas être exclus, modifiés ou annulés par la licence.

4. USAGES INTERDITS

- 4.1 Le titulaire de licence ne doit pas mener les activités suivantes et doit déployer tous les efforts commerciaux raisonnables pour éviter que les utilisateurs autorisés mènent les activités suivantes :

- i) Retirer ou altérer le nom des auteurs, l'avis de droit d'auteur de l'entrepreneur ou toute autre marque d'identification ou déclaration de désistement apparaissant sur le produit d'information en ligne.
- ii) Tirer des copies, électroniques ou sur papier et de manière systématique, de nombreux extraits du matériel sous licence à des fins autres que celles précisées à la clause 3.
- iii) Transmettre électroniquement, sauf lorsque la clause 3 l'autorise, à un utilisateur d'une autre bibliothèque une copie d'un document ou d'une partie d'un document faisant partie du produit d'information en ligne.
- iv) Installer ou diffuser toute partie du produit d'information en ligne dans un réseau électronique, par exemple dans Internet et sur le Web, autre que le réseau sécurisé.
- v) Utiliser ou aider un tiers à utiliser, directement ou indirectement, le contenu à des fins commerciales ou monétaires, y compris, sans toutefois s'y limiter, la vente, la revente, le prêt, le transfert ou le téléversement du contenu dans le site Web Internet d'une entité, ou encore l'imposition de frais d'accès, à la condition toutefois que le recouvrement des coûts directs imposés aux utilisateurs autorisés par le titulaire de licence et que l'utilisation du contenu dans le cadre de travaux de recherche financés par une organisation commerciale, ne contreviennent pas au présent alinéa.

4.2 Il faut obtenir la permission explicite de l'entrepreneur pour :

- i) Se servir du produit d'information en ligne à des fins commerciales autres que celles précisées à la clause 3.
- ii) Distribuer systématiquement une partie ou l'ensemble du produit d'information en ligne à des utilisateurs non autorisés.
- iii) Publier le produit d'information en ligne ou les travaux découlant partiellement ou entièrement du produit d'information en ligne, les distribuer ou y donner accès, sauf dans les cas où la licence l'autorise explicitement.
- iv) Modifier, abréger ou adapter le produit d'information en ligne, sauf lorsqu'il est nécessaire de le faire pour le rendre accessible aux utilisateurs autorisés, sur un écran d'ordinateur ou autre et conformément aux modalités de la licence. Afin d'éviter toute confusion, il est interdit de modifier les mots ou l'ordre des mots.

5. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

- a) L'entrepreneur se garde le droit de retirer en tout temps une partie du produit d'information en ligne qu'il n'est plus autorisé à publier ou pour laquelle il a des motifs raisonnables de croire qu'elle viole le droit d'auteur, ou qu'elle est diffamatoire, obscène, illégale ou de nature répréhensible. L'entrepreneur informe le titulaire de la licence au plus tard soixante (60) jours avant un tel retrait. Si cette modification ou ce retrait a une incidence importante sur l'utilisation du produit par le titulaire de la licence, l'entrepreneur collabore avec ce dernier pour en arriver à une entente mutuellement acceptable à l'égard du remplacement du contenu ou d'un remboursement correspondant, en proportion, à la partie du matériel retirée par rapport à la portion toujours en vigueur de la période d'abonnement.
- b) Sauf dans les cas prévus expressément dans la licence, l'entrepreneur ne fait aucune assertion et n'offre aucune garantie d'aucune sorte, explicite ou implicite, notamment à

l'égard de la conception, de la précision des données contenues dans le produit d'information en ligne ou de la qualité marchande des données ou de leur utilité aux fins d'un usage particulier. Le produit d'information en ligne est fourni « tel quel ».

- c) L'entrepreneur confirme au titulaire de licence que des statistiques relatives à l'utilisation en ligne des journaux et des bases de données couverts par cette licence seront fournies. L'entrepreneur confirme également que ces statistiques d'utilisation se conformeront aux spécifications du Code de pratiques COUNTER.

6. OBLIGATION DU TITULAIRE DE LA LICENCE

Le titulaire de licence doit :

- a) S'assurer que seuls les utilisateurs autorisés peuvent avoir accès au produit d'information en ligne.
- b) S'assurer que tous les utilisateurs autorisés sont au courant de l'importance de respecter les droits de propriété intellectuelle du produit d'information en ligne et qu'ils comptent respecter les modalités de la licence.
- c) S'assurer de la conformité et, en cas de toute utilisation non autorisée ou de toute violation, il en informe immédiatement l'entrepreneur et prend toutes les mesures possibles, notamment des mesures disciplinaires, pour mettre fin à ces activités et éviter qu'elles ne se reproduisent.
- d) Distribuer des mots de passe et autres données permettant l'accès uniquement aux utilisateurs autorisés, et déployer des efforts raisonnables pour veiller à ce que les utilisateurs autorisés ne dévoilent pas ces renseignements à un tiers.
- e) Tenir à jour un registre complet de tous les utilisateurs autorisés et de leurs méthodes d'accès, et informer au besoin l'entrepreneur d'ajouts, de suppressions ou de modifications afin que ce dernier puisse donner aux utilisateurs autorisés un accès au produit d'information en ligne, conformément à la présente licence.
- f) Le titulaire de licence reconnaît que les affaires de l'entrepreneur dépendent entièrement des droits de propriété intellectuelle du produit d'information en ligne de l'entrepreneur, et que tout manquement significatif et persistant de ceux-ci constitue une violation fondamentale de cette licence, auquel cas, nonobstant l'article 9, cette licence doit immédiatement être résiliée.

7. OBLIGATIONS DES DEUX PARTIES

- a) Chaque partie fait de son mieux pour protéger la propriété intellectuelle, les renseignements confidentiels et les droits de propriété de l'autre partie.
- b) Aucune des parties ne devra divulguer à un tiers les modalités ou l'objet de la licence (y compris, sans toutefois s'y limiter, la liste de produits d'information en ligne et les données d'utilisation compilées et fournies) ou tout autre renseignement concernant les affaires de l'autre partie sans avoir obtenu le consentement écrit de l'autre partie. Cette disposition survivra à la résiliation de la licence, et tout renseignement obtenu de cette façon demeurera confidentiel, à la condition que cette obligation ne s'applique pas aux renseignements qui, au moment de la divulgation, sont du domaine public ou sont rendus public à n'importe quel moment par un tiers indépendant qui ne les a pas obtenus

directement ou indirectement à la suite de la violation d'une entente de confidentialité conclue avec l'une ou l'autre des parties aux présentes.

8. DROITS

Le titulaire de licence doit payer les droits à l'entrepreneur tel qu'indiqué dans la base de paiement.

9. MODALITÉS ET RÉSILIATION

- a) En plus de la résiliation automatique (à moins qu'elle ne soit renouvelée) décrite à la clause 2, la présente licence pourrait être résiliée :
 - i. si le titulaire de la licence ne verse pas les frais décrits dans l'autorisation de tâches;
 - ii. si l'une des parties commet une violation substantielle ou répétée relative à toute modalité de la licence et n'est pas en mesure de la corriger dans les trente (30) jours suivant l'avis par écrit de l'autre partie.
- b) À la résiliation, les droits et les obligations des deux parties sont annulés automatiquement, sauf pour les cas prévus expressément dans la licence, et sauf pour les obligations concernant le produit d'information en ligne devant demeurer accessible selon la clause 9 f.
- c) Au moment de la résiliation motivée de la licence, comme le précise la clause 9. a. (ii), le titulaire de licence cesse immédiatement de distribuer le produit d'information en ligne aux utilisateurs autorisés et de leur donner accès à celui-ci.
- d) À la résiliation motivée de la licence par le titulaire de licence, comme le précise la clause 9.a.ii) ci-dessus, l'entrepreneur effectue un remboursement proportionnel des frais d'accès correspondant à la partie payée et toujours en vigueur de la période d'abonnement.
- e) Le titulaire de licence reconnaît que les activités de l'entrepreneur reposent entièrement sur les droits de propriété intellectuelle que ce dernier possède sur le produit d'information en ligne, et que toute violation substantielle ou répétée constitue une violation fondamentale de la licence, ce qui entraîne, indépendamment de la clause 9, la révocation immédiate de la licence.

10. GÉNÉRALITÉS

Toute modification apportée au contrat, y compris la présente licence, n'est valide que si elle est consignée et signée par l'entrepreneur et l'autorité contractante représentant le titulaire de la licence.

11. LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

- (a) Toute référence dans cette section aux dommages causés par l'entrepreneur comprend également les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, agents, représentants et tout employé.
- (b) Que la demande soit fondée sur le contrat, un délit, ou autre cause d'action, la responsabilité de l'Offrant pour tous les dommages subis par le Canada causés par la

-
- performance de l'Offrant ou la non-exécution des travaux tel qu'indiqué dans la commande subséquente à l'offre à commandes est limitée à la valeur du contrat. Cette limitation de la responsabilité de l'offrant ne s'applique pas à : i) toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle; ou ii) tout manquement aux obligations de garantie.
- (c) Chaque partie reconnaît qu'il est entièrement responsable des dommages qu'il cause à un tiers dans le cadre de ce contrat de licence, indépendamment du fait que le tiers fait sa réclamation contre le Canada ou l'Offrant. Si le Canada est tenu, à la suite d'une responsabilité conjointe et solidaire, de payer un tiers suite aux dommages causés par l'Offrant, l'Offrant devra rembourser ce montant au Canada.